



Note d'éducation permanente

de l'ASBL Fondation Travail-Université

www.ftu.be

N°2024- 7, octobre 2024

Un profond désir de démocratie

Communalisme, démocratie et syndicalisme

Entretien avec Sixtine VAN OUTRYVE

Propos recueillis par Jean MATTHYS

Face à la crise profonde que traverse la démocratie représentative, le courant communaliste se propose de reconstruire des institutions démocratiques qui permettraient au peuple d'exercer directement le pouvoir. Entretien avec Sixtine Van Outryve, qui vient de consacrer une thèse de doctorat aux théories et pratiques communalistes, en se basant notamment sur un terrain qu'elle a réalisé à Commercy (France) auprès d'un mouvement issu des Gilets jaunes.

1. TU VIENS D'ACHEVER UNE THESE DE DOCTORAT EN SCIENCES JURIDIQUES A L'UCL INTITULEE « THEORIE ET PRATIQUE DE LA DEMOCRATIE DIRECTE COMMUNALISTE. L'AUTOGOVERNEMENT PAR LE PEUPLE ASSEMBLE »¹. PEUX-TU EXPLIQUER TON PROJET DE RECHERCHE EN QUELQUES MOTS ?

Les questions auxquelles ce travail essaie de répondre sont d'une brûlante actualité. Qu'il s'agisse du fossé entre classes gouvernante et gouvernée, du déclin de

¹ VAN OUTRYVE Sixtine, « Théorie et pratique de la démocratie directe communaliste. L'autogouvernement par le peuple assemblé », Thèse de doctorat, Faculté de Droit, UCLouvain, 2024, <https://dial.uclouvain.be/pr/boreal/fr/object/boreal%3A286526/datastreams>. Sixtine Van Outryve avait déjà co-écrit avec Anaïs Trigalet une analyse pour la FTU sur cette thématique : « [Ecologie sociale et municipalisme libertaire : une réponse pertinente à la destruction écologique ?](#) », *Analyse FTU*, 2019. Elle est également intervenue dans une table ronde lors de la Semaine sociale du MOC en 2019 : « [Ecologie sociale et municipalisme libertaire](#) », in Revue *Politique*, [Actes de la 97^e SSWB](#), 2019, pp. 74-83.

la participation électorale, de la montée de l'extrême droite ou de la perte de confiance dans les institutions, les signes de dysfonctionnement du gouvernement représentatif prolifèrent dans les sociétés modernes. Comment surmonter la crise de la démocratie représentative qui éloigne les individus de la politique ? Est-il possible de reconstruire des institutions démocratiques qui permettraient au peuple d'exercer directement le pouvoir ? Comment réaliser un tel autogouvernement ? Ma thèse ambitionne de répondre à ces questions en explorant la démocratie directe communaliste comme alternative à la démocratie représentative, à la fois sur le plan théorique et pratique.

La première partie de la thèse est davantage théorique. Elle construit la démocratie directe communaliste comme théorie de la démocratie permettant l'autogouvernement du peuple. La seconde partie de la thèse est consacrée à l'étude de la pratique de la démocratie directe par le mouvement des assemblées à Commercy. Elle se base sur un terrain de deux ans (2018-2020) combinant observation participante, entretiens individuels et collectifs semi-directifs et analyse textuelle. Ma thèse est ainsi, dans son ensemble, à la fois théorie et pratique : présentation de la théorie normative du communalisme, et comment ces idées sont pratiquées dans le mouvement réel étudié à Commercy.

Commercy est une petite ville ouvrière désindustrialisée de 5400 habitant·es située dans le Nord-Est de la France. Ville historiquement à gauche, Marine Le Pen y arrive en tête des élections présidentielles de 2017. Le 17 novembre 2018, au moment où des centaines de milliers de Gilets jaunes bloquent toute la France, la ville de Commercy est, elle aussi, le lieu d'une série de blocages réalisés par 500 à 1000 habitant·es du bassin de vie. C'est le début d'un processus politique qui s'étendra sur plusieurs mois et dont je me suis efforcée de rendre compte dans mes recherches².

2. COMMENT EN ES-TU ARRIVEE A CETTE PROBLEMATIQUE ET A CE TERRAIN ?

Initialement, j'ai commencé mes recherches sur la théorie de l'Etat et son rôle dans la transition écologique. Je me suis beaucoup renseignée sur les théories de la démocratie dans ce cadre-là. Mais j'étudiais aussi les initiatives de transition de type monnaie locale, etc. Parallèlement à ça, j'ai connu un processus de politisation dans des mouvements sociaux plus ou moins intenses, qui m'a fait remettre en question l'unité politique de l'Etat et son potentiel émancipateur. Le début de mes recherches a coïncidé avec les mouvements contre le TTIP³, la COP21 à Paris, etc.

² Pour une présentation plus détaillée et une analyse de ce processus, voir VAN OUTRYVE S., « Des Gilets jaunes à l'Assemblée Citoyenne de Commercy (France) : les enjeux politiques et constitutionnels d'une expérience de démocratie directe communaliste », *Participations*, 2023/2 N° 36, 2023, pp. 193-218, URL : <https://shs.cairn.info/revue-participations-2023-2-page-193>.

³ TTIP ou TAFTA (traité de libre-échange transatlantique) : projet d'accord commercial entre l'UE et les USA prévoyant la création d'une zone de libre-échange transatlantique, soit un grand marché dérégulé. L'opposition de nombreux mouvements sociaux à ce projet en Belgique et ailleurs a suscité des alliances inédites tant ce projet comporte de risques sur les plans social, sanitaire, écologique, démocratie, et même économique.

Je suis donc entrée dans les mouvements sociaux par la porte écologique, puis des rencontres m'ont amenée à vivre un processus de politisation, dans le sens d'une critique de l'Etat et du capitalisme, que je n'avais pas forcément au début. J'ai découvert plus spécifiquement les idées du communalisme grâce à des militant·es rencontrés dans ces mouvements – notamment par l'intermédiaire de Matteo Geysens⁴, qui m'a orienté vers ces questions, et qui m'a aussi parlé du Rojava⁵.

Suite à quoi j'ai donc réorienté mon projet de recherche vers le communalisme, avec pour questions initiales : est-ce que l'autogouvernement du peuple est possible ? Et comment faire pour remplacer le système de la démocratie représentative par un système d'autogouvernement satisfaisant – en particulier dans nos pays capitalistes et stato-centrés ? La théorie communaliste se présente alors à moi comme une option vraiment sérieuse pour quiconque est critique de la démocratie représentative et recherche une nouvelle théorie et une nouvelle pratique de la démocratie.

A l'occasion d'un séjour de recherches aux Etats-Unis, j'ai ensuite rencontré les gens de l'*Institute For Social Ecology* cofondé par Murray Bookchin⁶. J'y ai suivi des cours, et j'en ai profité pour faire un peu de terrain et me frotter à des mouvements communalistes dans les états de l'Oregon, de Washington et du Mississippi. C'est alors que je me préparais à entamer un terrain de plusieurs mois au Mississippi, dès début 2019, que surgit le mouvement des Gilets jaunes, en novembre 2018. Je n'ai par conséquent pas pu suivre toutes les assemblées au plus fort du mouvement des Gilets jaunes, mais j'ai bien suivi après, notamment les tentatives d'institutionnalisation, en particulier au sein du mouvement à Commercy. Le mouvement s'organisait en assemblées populaires depuis le début et le langage de Bookchin était mobilisé : cela m'a intéressée de savoir comment c'était arrivé là et comment c'était réapproprié par un mouvement essentiellement primo-militant. Ils ont ensuite créé l'Assemblée des assemblées – forme confédérale d'organisation des Gilets jaunes –, pour ensuite tenter d'institutionnaliser l'assemblée populaire en présentant une liste aux élections municipales afin de redonner l'entièreté du pouvoir à cette dernière. C'est ce processus-là que j'ai vraiment suivi sur le terrain.

Dans ma thèse, l'analyse de ce qui s'est joué dans cette petite sous-préfecture de la Meuse débute par la naissance du mouvement des Gilets jaunes et se poursuit jusqu'au projet de présenter une liste aux élections municipales de 2020 pour donner le pouvoir à l'assemblée réunissant la population de la ville. S'organisant dès les premiers jours du mouvement sous la forme d'assemblées populaires fonctionnant en démocratie directe, cette expérience présente de fortes similitudes avec la théorie communaliste de Bookchin. J'ai réalisé de nombreux entretiens, effectué des

⁴ Matteo Geysens militant à la JOC et coordinateur de projets au CIEP du MOC, nous a quitté récemment – bien trop tôt. Lors de la Semaine sociale du MOC en 2022, il avait fait un réquisitoire à charge contre la social-démocratie : GEYSSENS Matteo, « Dans social-démocratie, il y a démocratie. Parlons-en ! », *Démocratie*, URL : <https://tinyurl.com/3kzubasb>.

⁵ Le Rojava est une région rebelle autonome de fait dans le nord et le nord-est de la Syrie. Les partisan·tes de la région soutiennent une politique laïque, fondée sur des principes démocratiques, sur une forme de socialisme démocratique, sur l'égalité des sexes et l'écologie, qui transparaissent dans sa constitution.

⁶ Philosophe, militant et essayiste libertaire écologiste américain, Murray Bookchin est le fondateur du courant de l'écologie sociale.

observations lors de divers séjours, et récolté d'autres données sur le mouvement des Gilets jaunes.

C'est cela qui est devenu mon « cas » principal pour ma thèse, que j'ai pu éclairer en faisant des recoupements avec d'autres cas étudiés aux Etats-Unis.

3. PEUX-TU EXPLIQUER EN QUOI CONSISTE LA THEORIE COMMUNALISTE ?

Le communalisme vise à donner l'intégralité du pouvoir politique au peuple, qui l'exercerait à travers des assemblées en face-à-face. En effet, l'objectif est de changer radicalement la logique du pouvoir en remplaçant le gouvernement représentatif par cette institution du peuple assemblé, afin qu'il puisse décider directement des affaires publiques, sans laisser aucun pouvoir de décision aux représentants et représentantes. En tant que tel, le communalisme modifie fondamentalement le paradigme de la démocratie – d'une démocratie représentative à une démocratie directe – plutôt que d'améliorer le fonctionnement des institutions représentatives existantes.

Bookchin envisage la municipalité comme le lieu où les communautés gèrent directement leurs propres affaires par le biais d'assemblées populaires fonctionnant sur le mode de la démocratie directe et du face-à-face. Pour les questions qui dépassent le territoire de la commune, ces assemblées locales pourraient s'organiser en conseils confédéraux, au sein desquels siègeraient des personnes déléguées, envoyées par chaque assemblée avec des mandats à la fois impératifs – c'est-à-dire une liste d'instructions précises décidées par l'assemblée –, révocables – qui permettent la destitution et le remplacement du ou de la délégué-e si elle ou il ne respecte pas les termes de son mandat ; et rotatifs.

Je propose de définir la démocratie directe qu'implique le projet communaliste formulé par Bookchin – que j'appelle la démocratie directe communaliste – comme : l'exercice direct de tous les aspects du pouvoir public concernant la communauté dans son ensemble par le peuple continuellement assemblé en face-à-face au niveau municipal et, lorsque le peuple ne peut plus être assemblé physiquement, la représentation directe de la décision de l'assemblée populaire municipale par des délégué-es doté-es de mandats révocables, impératifs et rotatifs.

4. QUELLE EST LA STRATEGIE POLITIQUE DU COMMUNALISME ?

Sa stratégie consiste à faire émerger une situation de double pouvoir, c'est-à-dire de compétition pour la légitimité politique, entre, d'un côté, la confédération de communes organisées en assemblées populaires, et, de l'autre, l'État. Une des manières pour construire ces communes autogouvernées proposées par Bookchin vise à occuper les institutions municipales existantes afin de les transformer radicalement. Cette voie stratégique se singularise par le fait qu'elle vise à conquérir le lieu de pouvoir qu'elle souhaite démocratiser – la commune –, en utilisant les méthodes du paradigme qu'elle souhaite remplacer – la démocratie représentative électorale –, et ce, afin de permettre à l'assemblée d'exercer le pouvoir municipal. Elle

joue le jeu du gouvernement représentatif sans en accepter la logique représentative essentielle : la division entre classe gouvernante et classe gouvernée.

Il n'y a pas de recette miracle pour opérer une transformation sociale d'ampleur. En revanche, il y a des ingrédients qu'il convient d'éviter, ou au contraire, de mobiliser. J'ai ainsi tenté d'esquisser le contour des leçons qui peuvent être tirées de cette expérience à partir de la propre analyse réflexive des participants et participantes. J'ai identifié l'importance du contact avec la population, la nécessité d'entreprendre un projet concret afin de répondre à ses besoins, ainsi que l'importance de la maturité de l'assemblée pour se présenter aux élections. Ces leçons pointent ici le fait que l'assemblée devrait montrer, par la pratique, que cette forme d'autogouvernement peut avoir une influence sur la vie de la population, et ainsi l'attirer vers ce véhicule.

En outre, construire l'assemblée afin d'habituer la population à ce nouvel imaginaire semble également essentiel. Cela souligne ici l'enjeu du degré de développement de l'assemblée. Car s'il est une hypothèse initialement posée dans la partie théorique que l'expérience de Commercy a renforcée, c'est l'importance de la construction de l'assemblée pour que celle-ci survive aux élections, et ce, peu importe son issue. Du côté des obstacles structurels, l'expérience a montré la difficulté de la construction d'un ethos communaliste dans le carcan du logiciel représentatif.

5. EN QUOI LE COMMUNALISME CONCERNE SELON TOI AUSSI LE MONDE SYNDICAL ?

Les Gilets jaunes en assemblées ont montré que l'on pouvait s'attaquer au gouvernement représentatif par la création d'une institution d'autogouvernement, et une partie du groupe s'est attelée à remplacer l'institution représentative locale par celle-ci. Cependant, une cible reste quant à elle intacte : le capital. Si l'on souhaite renverser le doublet démocratie représentative/capitalisme, il faudrait s'intéresser à la principale force organisant les travailleurs et travailleuses contre l'exploitation capitaliste, à savoir le syndicat. Or, ce véhicule, qui ne recueille que la confiance de 30% la population française, est également en crise de légitimité. Le mouvement des Gilets jaunes est venu pointer qu'une des raisons de ce défaut de légitimité réside dans son caractère représentatif. Il s'agirait donc de voir comment une même dynamique d'autogouvernement et d'assemblées pourrait être insufflée au sein du syndicat, qui est actuellement structuré en interne selon une logique similaire à celle du gouvernement représentatif. S'il est possible de résoudre la crise de la démocratie représentative au sein de la sphère politique par la création d'institutions d'autogouvernement, il n'y a pas de raison que cette même logique auto-instituante ne puisse avoir lieu au sein du véhicule pouvant permettre l'organisation et l'expression collective d'une vaste majorité de la population, comme l'histoire du syndicalisme démocratique l'a déjà montré. Mais il s'agirait, aussi, et surtout, de voir la manière dont la transformation vers l'autogouvernement de ce contre-pouvoir qu'est le syndicat pourrait se faire de manière complémentaire et articulée à celle de la commune.

Afin de remédier aux limites de l'unité politique de la commune – à la fois en termes de puissance politique et de constitution d'un intérêt collectif –, il est donc nécessaire d'inclure la sphère du travail. Intégrer une démocratisation de l'organisation des travailleurs et travailleuses au sein de leur lieu de travail permettrait de s'attaquer au capitalisme – soit la dynamique manquante dans l'équation du double pouvoir entre l'État et la confédération de communes. Dans un premier temps, il serait possible d'envisager la stratégie pour faire advenir l'autogouvernement à travers l'articulation et la coalition d'institutions démocratiques au niveau communal et syndical, créées dans les interstices du gouvernement représentatif et du capitalisme. Il s'agirait ici d'adopter une perspective de « communalisme syndicaliste », ou de « syndicalisme communaliste », c'est-à-dire de renforcer la stratégie communaliste en les articulant avec la démocratisation par le bas des syndicats. L'objectif serait d'aboutir à la création d'un double pouvoir entre la confédération des assemblées communales et travailleuses, d'une part, et l'État, d'autre part, et d'ainsi permettre d'offrir une réelle chance à la première de supplanter le second. Si cette perspective peut sembler lointaine, il est possible, avec les acteurs et actrices de Commercy, de doubler la lutte de patience : « Le chemin qui s'est ouvert depuis quelques mois n'est que le début du voyage : l'Histoire nous enseigne qu'il faut plusieurs années pour faire une révolution ».

6. EST-CE QU'ON PEUT SELON TOI ABORDER LES PERSPECTIVES DE CHANGEMENT SOCIAL EN PRESUPPOSANT QU'IL Y A UN DESIR DE DEMOCRATIE CHEZ LES GENS ?

On ne peut jamais savoir à l'avance ce qui va déclencher un processus politique démocratique. France 2018, Gilets jaunes : augmentation du prix de l'essence. Aujourd'hui le prix est encore bien plus élevé, mais rien ne se passe. Chili 2019 : augmentation du prix du ticket de métro. Liban 2019 encore : une taxe sur WhatsApp. Les étincelles sont non-planifiables, et on ne peut pas les créer de toutes pièces. Mais le désir d'autogouvernement, c'est quelque chose qui existe, que l'on peut voir et sentir à de multiples niveaux. Il revient tout le temps. Alors, est-ce qu'il est majoritaire ? Sans doute pas. Mais il y a des raisons institutionnelles structurelles à cela. Notamment parce que le capitalisme et le gouvernement représentatif ne permettent pas à chacune et chacun de développer cette tendance à l'autogouvernement et à se saisir des affaires politiques d'un point de vue démocratique.

A ce propos, on peut dire qu'il y a une ambiguïté dans l'idée de « fatigue démocratique » que l'on voit souvent attribuée au peuple. Des études en sciences politiques montrent que les gens n'ont pas envie de participer. Mais il s'agit de participer à quoi exactement ? On ne peut pas établir de diagnostic quant à la demande si l'offre est misérable, ou si elle implique une trahison systématique. La démocratie représentative repose sur la prémisse selon laquelle les gens ne sont pas capables de traiter des questions politiques. Mais c'est une prémisse autoréalisatrice qui produit des citoyen·nes – comme des non-citoyen·nes – qui intériorisent l'idée qu'ils et elles ne peuvent pas décider.



La fatigue que l'on observe vis-à-vis de la démocratie institutionnelle parlementaire est, à mon sens, l'expression d'un désir profond de démocratie. Et c'est la violation permanente de ce désir qui suscite des phénomènes de résistance et de réaction : parfois sous forme émancipatrice et égalitaire, parfois au contraire sous la forme d'un vote pour l'extrême droite qui utilise la désillusion légitime des gens envers les institutions dites démocratiques pour proposer un ordre politique réactionnaire, autoritaire, excluant et *in fine*, absolument pas démocratique, ni dans le sens de l'intérêt de la majorité de la population.

Sixtine VAN OUTRYVE

Chercheuse en théorie de la démocratie, postdoctorante à la Radboud Universiteit

Propos recueillis par

Jean MATTHYS

Chargé de recherches à la FTU

Protection de la propriété intellectuelle : la FTU utilise le système de licences et de partage des connaissances Creative Commons

<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/2.0/be/deed.fr>



Les notes d'éducation permanente sont mises à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage à l'Identique 3.0 non transposé.

Les autorisations au-delà du champ de cette licence peuvent être obtenues auprès de christine.steinbach@ftu.be

FTU – Association pour une Fondation Travail-Université

Chaussée de Haecht, 579
1030 Bruxelles
+32-2-2463851

Site éducation permanente : www.ftu.be

Éditrice responsable : Dominique Decoux